

Agence de Santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy



PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSES DU CONTRÔLE SANITAIRE DES EAUX DE
GUADELOUPE, SAINT-MARTIN, SAINT-BARTHÉLEMY

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Numéro de consultation : **ARS971_01_2025**

La procédure de consultation utilisée est un appel d'offres ouvert alloti en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique et des articles L.1321-5, L.1322-13, L.1332-6 et L.1332-9 du Code de la santé publique pour tout ce qui relève de l'exécution financière.

Table des matières

Article 1 -	IDENTIFICATION	5
Article 2 -	OBJET DU MARCHE.....	5
Article 3 -	PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	6
Article 4 -	PROCEDURE DE PASSATION	7
Article 5 -	ALLOTISSEMENT	7
Article 6 -	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
Article 7 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	8
7.1	Cadre général	8
7.2	Reconduction de l'accord-cadre	8
Article 8 -	LIEU D'EXECUTION	8
Article 9 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
Article 10 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
10.1	Représentation des parties.....	9
10.1.1	Représentation de l'acheteur	9
10.1.2	Représentation du titulaire	10
10.2	Conditions d'exécution.....	10
10.2.1	Remplacement des intervenants.....	10
10.2.2	Emission et exécution des bons de commande	11
10.2.3	Modification/suspension/interruption d'un bon de commande	12
10.2.4	Délais d'exécution des prestations	13
10.2.5	Prolongation du délai d'exécution des prestations	13
10.2.6	Exigences relatives aux prestations.....	13
10.2.7	Opérations de vérification – admission.....	13
10.2.8	Exigences relatives aux prestations.....	14
10.3	Obligations du titulaire.....	14
10.3.1	Obligation de conseil et d'information	14
10.3.2	Plan de continuité d'activité (PCA)	15
10.3.2.1	Préambule.....	15
10.3.2.2	Engagement du titulaire	15
10.3.2.3	Mise à jour du plan de continuité d'activité.....	15
10.3.3	Plan de progrès.....	15
10.3.4	Mesures de sécurité	16
10.4	Responsabilité du titulaire.....	16
10.5	Considérations sociales	16
10.6	Considérations environnementales	16

10.7	Traitement de données à caractère personnel.....	17
10.8	Confidentialité et secret des affaires	20
10.9	Conflit d'intérêt.....	21
10.10	Clause de réexamen	21
10.11	Pénalités	22
10.11.1	Pénalités liées à l'exécution des prestations	23
10.11.2	Pénalités liées aux obligations administratives.....	24
10.11.2.1	Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail	24
10.11.2.2	Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévues aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail	24
10.11.2.3	Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission d'informations relatives à la société du titulaire	24
10.11.3	Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....	25
10.11.4	Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre	25
10.11.5	Seuil d'exonération des pénalités.....	25
Article 11 -	REGIME FINANCIER.....	25
11.1	Forme et contenu des prix.....	25
11.2	Prix de référence des marchés (3 lots)	26
11.3	Variation des prix	26
11.4	Modalités financières	27
11.4.1	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	27
11.4.2	Intérêts moratoires.....	27
11.4.3	Modalités de règlement et de facturation	28
11.5	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	30
Article 12 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	31
12.1	Echanges dématérialisés	31
12.2	Langue.....	31
12.3	Sous-traitance.....	31
12.4	Propriété intellectuelle	32
12.5	Assurances	32
12.6	Autres obligations administratives.....	32
12.7	Résiliation de l'accord-cadre	33
12.8	Exécution aux frais et risques du titulaire	34
12.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	34
12.9.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire	34
12.9.2	Suspension à l'initiative de l'acheteur	35

12.10	Respects des principes de laïcité et de neutralité des services publics	36
12.11	Différends.....	36
12.12	Litiges et contentieux	36
Article 13 -	DEROGATIONS AU CCAG	37

Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par le pouvoir adjudicateur suivant :

L'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy

Adresse : siège situé Rue des Archives - Bisdary

CP : 97 113

Ville : GOURBEYRE

Siret : 130 008 030 00012

Il est représenté par **M. Laurent LEGENDART**, Directeur général de l'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy.

L'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy est désignée dans le présent document sous l'appellation « ARS de Guadeloupe » ou « l'acheteur » ou « Pouvoir adjudicateur ».

L'opérateur économique retenu pour l'exécution de l'accord-cadre est désigné dans le présent document sous l'appellation « le titulaire ».

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet le contrôle sanitaire des eaux sur le territoire de la Guadeloupe, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Il porte sur des prestations de prélèvements d'échantillons d'eau et d'analyses réalisées sur site dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et eaux de loisirs (baignade et piscine).

Il concerne également les analyses réalisées en laboratoire sur les échantillons d'eaux prélevés dans le cadre de ce contrôle.

Le marché est un accord cadre à bons de commande et un marché de services.

Codes CPV :

Principal :

71600000-4 Services d'essais techniques, services d'analyses et services de conseil

Secondaires :

71610000-7 – services d'essais et d'analyses de la composition et de la pureté

71900000 – services de laboratoire

71620000 – services d'analyse

Article 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre concerne :

Les prestations de prélèvements et analyses des eaux dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine font référence :

- aux articles L.1321-4 et 5 du Code de la santé publique (CSP) ;
- aux articles R.1321-15 à R.1321-22 du CSP ;
- à l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique, modifiés par les arrêtés du 21 janvier 2010 (NOR: SASP0928279A), du 24 décembre 2015 (NOR: AFSP1518844A) et du 4 août 2017 (NOR: SSAP1716704A), et du 30 décembre 2022 (NOR : SPRP2221017A) ;
- à l'arrêté du 22 octobre 2013 relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique (NOR : AFSP1326582A), modifié par les arrêtés du 9 décembre 2015 (NOR: AFSP1519057A) et du 4 août 2017 (NOR: SSAP1716704A), et du 30 décembre 2022 (NOR : SPRP2222074A) ;
- à l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux (NOR: SSAP1726993A), modifié par l'arrêté du 11 janvier 2019 (NOR: SSAP1901403A et du 30 décembre 2022 (NOR : SPRP2224246A).

Les prestations de prélèvements et analyses des eaux dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux de loisirs (eaux de piscine et de baignades) font référence :

S'agissant des baignades :

- aux articles L.1332-3 et L.1332-6 du CSP ;
- aux articles D.1332-14 à D.1332-38-1 du CSP ;
- à l'arrêté du 22 septembre 2008 relatif à la fréquence d'échantillonnage et aux modalités d'évaluation de la qualité et de classement des eaux de baignade (NOR: SJSP0817127A) modifié par l'arrêté du 4 octobre 2011 (NOR: ETSP1120962A) ;
- à l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux (NOR: SSAP1726993A), modifié par l'arrêté du 11 janvier 2019 (NOR: SSAP1901403A), et du 30 décembre 2022 (NOR : SPRP2224246A).

S'agissant des piscines :

- aux articles L.1332-8 et L.1332-9 du CSP ;
- aux articles D.1332-1 à D.1332-11-1 du CSP ;
- à l'arrêté du 26 mai 2021 relatif au contrôle sanitaire et à la surveillance des eaux de piscine pris en application des articles D. 1332-1 et D. 1332-10 du Code de la santé publique ;
- à l'arrêté du 26 mai 2021 relatif à l'utilisation d'une eau ne provenant pas d'un réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine pour l'alimentation d'un bassin de piscine, pris en application des articles D. 1332-4 et D. 1332-10 du Code de la santé publique.

Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION

L'accord cadre est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique et des articles L.1321-5, L.1322-13, L.1332-6 et L.1332-9 du Code de la santé publique pour tout ce qui relève de l'exécution financière.

Article 5 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot N°	Nature
1	Prélèvements et analyses des eaux destinées à la consommation humaine
2	Prélèvements et analyses des eaux de piscines
3	Prélèvements et analyses des eaux de baignades

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Les caractéristiques des prestations attendues figurent dans le cahier des charges techniques particulières et ses annexes (CCTP).

Article 6 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est mono attributaire pour chacun des 3 lots et ne comporte pas de tranches.

Il sera conclu avec un opérateur économique pour chacun des lots. Le candidat pourra être attributaire d'un lot ou de plusieurs lots.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande avec des prix unitaires pour chaque prestation.

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum déterminé de la manière suivante pour chacun des 3 lots :

Lot N°	Nature	Montant maximum en euros HT sur la durée totale de l'accord cadre
1	Prélèvements et analyses des eaux destinées à la consommation humaine et eaux conditionnées	2 500 000€
2	Prélèvements et analyses des eaux de piscines	500 000 €

3	Prélèvements et analyses des eaux de baignades	1 500 000€
---	--	------------

Pour chaque lot, le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa notification.

7.2 Reconduction de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est reconduit de manière tacite pour trois (3) périodes complémentaires de douze (12) mois chacune.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie expressément sa décision (3) trois mois avant la date anniversaire de la date de prise d'effet de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues dans l'accord-cadre pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

Article 8 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est le territoire de la Guadeloupe, y compris les Iles du Sud, et les collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

■ L'acte d'engagement de chaque lot, son annexe financière constituée par le bordereau des prix unitaires (BPU) ainsi que l'annexe relative aux délais d'exécution ;

LOT	
1	L'acte d'engagement du lot 1 (A.E.) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none">■ Annexe AE1-1 : bordereau des prix unitaires des types d'analyses et des prélèvements,■ Annexe AE1-2 : délais d'exécution
2	L'acte d'engagement du lot 2 (A.E.) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none">■ Annexe AE2-1 : bordereau des prix unitaires des types d'analyses et des prélèvements,■ Annexe AE2-2 : délais d'exécution
3	L'acte d'engagement du lot 3 (A.E.) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none">■ Annexe AE3-1 : bordereau des prix unitaires des types d'analyses et des prélèvements,■ Annexe AE3-2 : délais d'exécution

■ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux trois lots ;

■ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux trois lots et ses annexes ;

■ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) approuvé le 30 mars 2021 (document non fourni) ;

■ L'offre technique du titulaire ;

■ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Pour chaque annexe financière, l'onglet DQE n'est pas contractuel mais servira cependant à l'analyse des offres des candidats pour le critère « prix ».

Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

Le service "achats et moyens" ainsi que le service « Santé et Sécurité de l'Environnement Extérieur » de l'ARS de Guadeloupe, sont les interlocuteurs privilégiés du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord cadre.

D'autres personnes peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.
L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Concernant l'interlocuteur / interlocutrice de l'ARS de Guadeloupe :

Le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet interlocuteur est désigné, par dérogation au CCAG de référence, dans son mémoire technique, qui sera remis lors de son offre.

Le titulaire prévoit le remplacement de cette personne en cas d'absence (congrés, congés maladie...) et s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Concernant les intervenants sur les 3 lots :

Le titulaire de chaque lot doit fournir la liste nominative des employés, ainsi que leur qualification, dans les 8 jours à compter de la date de notification de l'acceptation du lot concerné. Elle doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe.

Tout changement de personnel affecté à la réalisation du lot doit être soumis préalablement à l'appréciation de l'acheteur.

L'ARS de Guadeloupe peut demander des preuves de la compétence des préleveurs en cours d'exécution des lots de l'accord cadre.

Le titulaire de chaque lot assume en toute hypothèse, l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution des marchés. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires en matière de prélèvement / d'analyse d'eau pour l'exécution des marchés et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui sont applicables, ainsi qu'aux règles de sécurité applicables sur les sites de prélèvement. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet des présents marchés demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire pendant toute la durée d'exécution des marchés.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personne ayant le pouvoir d'engager la société raison ou sièges sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre, le titulaire est tenu dans informer l'acheteur sans délai.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants à compter de la demande ou de la proposition de remplacement et communique à l'acheteur le nom du ou des intervenants disposant de compétences au moins équivalentes.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans les cinq (5) jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de cinq (5) jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

10.2.2 Emission et exécution des bons de commande

Le marché s'exécute au moyen d'un bon de commande initial passé annuellement par l'ARS de Guadeloupe auprès de chaque titulaire de l'accord cadre.

Ce bon de commande prend la forme de programmes annuels prévisionnels des prélèvements et analyses minimales devant être réalisés sur l'année en cours. Un premier bon commande sera émis pour la période 2025 après la notification de chaque lot concerné.

L'émission des bons de commandes interviendra au rythme de la survenance des besoins et seront notifiés par écrit (courriel électronique) au titulaire de chaque lot aux adresses indiquées sur les actes d'engagement de l'accord cadre.

Des modifications non substantielles (suppressions, changements ou ajouts) pourront être demandées au fur et à mesure de la survenance des besoins, par mail. Ces prélèvements et analyses modifiés devront également être réalisés dans les délais. En fin d'année, un bon de commande dit de « régularisation » sera édité pour acter de ces modifications.

Le délai d'exécution des bons de commande doit être conforme aux délais mentionnés dans le bon de commande et respecter les prescriptions figurant dans le CCAP et CCTP.

L'acheteur fournira lors des commandes de prélèvements et analyses les informations nécessaires à la facturation : nom du payeur et coordonnées. Le titulaire de chaque lot est chargé, pour un même payeur, de la mise à jour de ces données.

Tout bon de commande émis pendant la durée légale de l'accord cadre est suivi jusqu'à sa complète exécution. Les bons de commande de régularisation peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

IMPORTANT

Il peut arriver que certaines prestations listées dans un bon de commande ne puissent être réalisées pour des raisons extérieures au titulaire et au pouvoir adjudicateur (ex : indisponibilité de la personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (PRPDE) ou de l'exploitant, refus d'accès par le propriétaire ou l'exploitant, incident technique sur une installation depuis plus de 48h, inaccessibilité du site de prélèvement, arrêt de la distribution ou du conditionnement, ...). Dans ce cas, lesdites prestations de prélèvement ne pourront être facturées. Elles pourront être effectuées dans un délai supplémentaire ou à l'occasion d'un nouveau bon de commande.

Seules les commandes validées préalablement par l'acheteur ou son (ses) délégataire(s) engagent l'administration. Aucune prestation effectuée sans bon de commande préalable ne pourra donner lieu à paiement.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Les références de l'accord cadre (numéro et dates) ainsi que le lot concerné ;
- Le nom, les coordonnées et le SIRET du titulaire ;
- Le nom de la responsable de la production ou de la distribution d'eau (PRPDE) ;
- La présentation détaillée et la quantité des prestations à réaliser ;
- Le/les lieu(x) d'exécution ;
- Service en charge de la réalisation du prélèvement (ARS de Guadeloupe ou titulaire du marché).

10.2.3 Modification/suspension/interruption d'un bon de commande

Modification du bon de commande :

Après émission d'une commande, l'acheteur pourra modifier les prestations correspondantes en émettant un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

Suspension du bon de commande :

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

10.2.4 Délais d'exécution des prestations

Pour les prestations objets de l'accord cadre, le point de départ du délai d'exécution est notifié au titulaire par l'émission de bons de commandes à l'initiative du service « achats et moyens », sur demande du service « Santé et Sécurité de l'Environnement Extérieur » de l'ARS de Guadeloupe.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de prélèvements comme d'analyse conformément aux exigences du marché et conformément aux délais maximums précisés dans son offre (annexe AE-2 de chaque lot).

Il est à noter que les congés annuels ne doivent pas être un obstacle au respect des délais par le titulaire.

10.2.5 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Conformément au CCAG de référence, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les trois (3) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de trois (3) jours ouvrés pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord cadre est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord cadre. Toute modification de la durée du support ne peut résulter que d'un avenant.

10.2.6 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord cadre.

10.2.7 Opérations de vérification – admission

Les opérations de vérifications et d'admission des prestations et livrables attendus dans le cadre des trois lots du présent accord cadre, s'effectuent en conformité avec le CCAG de référence.

Le titulaire de chaque lot est tenu de transmettre, les délais de mise en analyse (délais entre l'acte de prélèvement et la mise en analyse des échantillons), les résultats des analyses effectuées ainsi que les délais de rendu des résultats (délais entre l'acte de prélèvement et d'envoi des résultats) pour chaque prélèvement.

10.2.8 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Le titulaire de chaque lot de l'accord-cadre doit respecter les textes réglementaires et circulaires suivantes en matière de prélèvements d'eaux :

- L'arrêté du 17 septembre 2003 relatif aux méthodes d'analyse des échantillons d'eau et à leurs caractéristiques de performance qui précise, dans son article 3, que les récipients contenant les échantillons, les produits chimiques ou méthodes utilisées pour conserver un échantillon en vue de l'analyse d'un ou plusieurs paramètres, le transport et le stockage des échantillons ainsi que leur préparation en vue de l'analyse ne doivent pas être susceptibles de modifier les résultats de celle-ci par référence aux recommandations des normes d'échantillonnage en vigueur et notamment la norme NF EN ISO 5667-3 ;
- L'arrêté du 24 janvier 2005 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux qui rend obligatoire l'accréditation pour les prélèvements et les analyses réalisées sur site ;
- L'arrêté du 31 décembre 2003 relatif aux conditions d'échantillonnage à mettre en œuvre pour mesurer le plomb, le cuivre et le nickel dans les eaux destinées à la consommation humaine pris en application de l'article R.1321-20 du Code de la Santé Publique et sa circulaire d'application du 5 février 2004 qui précisent notamment les modalités d'échantillonnage pour le dosage de ces paramètres ;

Le titulaire de chaque lot doit respecter les prescriptions des normes des documents suivants :

- La norme NF EN ISO 19458 : Qualité de l'eau – Echantillonnage pour analyse microbiologique ;
- Le fascicule FD T 90521 : Guide technique de prélèvement pour le suivi sanitaire des eaux de piscine et baignades en application du Code de la Santé Publique.

10.3 Obligations du titulaire

10.3.1 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) et d'information s'il se rend compte, lors de ses interventions, de risque potentiel au titre de ses prestations.

Il doit effectuer une veille réglementaire et informer l'ARS de Guadeloupe Saint Martin et Saint Barthélemy de toute évolution pouvant avoir un impact sur la réalisation du contrôle sanitaire.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil, d'information et de mise en garde.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.3.2 Plan de continuité d'activité (PCA)

10.3.2.1 Préambule

Afin de garantir le maintien de ses missions essentielles dans l'hypothèse d'une crise majeure, l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy, s'est dotée d'une politique de continuité d'activité.

Son objectif est de préparer les directions et services à faire face à l'ensemble des risques susceptibles d'interrompre les activités de l'ARS de Guadeloupe en se focalisant sur leurs conséquences. Celles-ci sont ainsi systématiquement ramenées à quatre grands types de scénarios d'indisponibilité (du bâtiment, du personnel, des systèmes d'information ou des partenaires essentiels) ou à une combinaison de ces scénarios. La présente clause concerne le volet prestataires essentiels.

10.3.2.2 Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations objet du marché, par ses propres moyens ou en faisant appel à un/des sous-traitant-s selon les modalités de l'article 12.3 du présent CCAP.

À cette fin, le titulaire présente, dans les trois mois suivant la date de notification du marché, le plan de continuité d'activité (PCA) de son entreprise, adapté à l'objet des prestations du marché, détaillant les différents cas de défaillance, notamment techniques, organisationnels, informatiques, et les actions permettant d'y remédier en précisant les délais de rétablissement du service normal de la prestation. Ces modalités doivent respecter les conditions d'exécution mentionnées dans le CCTP.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation ou à conduire à l'indisponibilité des prestations par tout moyen.

Le titulaire s'engage à déclencher et déployer son PCA en cas de crise, à son initiative ou sur demande de l'administration selon les circonstances. La situation de crise peut se présenter lors de déclenchement de type « alerte sanitaire » ou grande inondation par exemple.

10.3.2.3 Mise à jour du plan de continuité d'activité

Le titulaire s'engage à actualiser son plan de continuité d'activité en fonction des incidents rencontrés en cours d'exécution du marché. À chaque mise à jour, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur sans délai et transmet une version actualisée de son PCA.

10.3.3 Plan de progrès

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre, qui pourraient faire l'objet d'optimisation et, de ce fait, de réduction des coûts.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience

capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

10.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Pour l'exécution de chaque marché du présent accord cadre, les personnels du titulaire doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché concerné, ou être mandatés par elle.

Pour l'exécution de chaque marché de l'accord cadre, les personnels du titulaire ont accès aux locaux désignés par le pouvoir adjudicateur. Il incombe néanmoins au titulaire de se renseigner sur les conditions et modalités d'accès aux lieux de prélèvements.

10.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.5 Considérations sociales

Le présent accord cadre ne comporte pas de considérations sociales.

10.6 Considérations environnementales

L'accord cadre, en application de l'article R2152-7 du Code de la commande publique, comprend une clause environnementale comme condition d'attribution.

Dans le cadre des trois lots de l'accord cadre, le candidat décrira dans son offre, les dispositions

prises en œuvre pour intégrer le développement durable dans la réalisation des prestations de prélèvements et d'analyses effectués. Seront notamment abordés :

- L'utilisation de matériels, de produits et de flacons respectueux de l'environnement et favorisant le recyclage et la démonstration de l'utilisation de produits issus d'écotags ;
- La collecte et le schéma de recyclage des déchets produits, ainsi que la traçabilité de l'élimination des déchets toxiques produits ; les moyens et méthodes utilisés en faveur du traitement et recyclage des eaux usées.
- Les dispositions prises pour limiter les émissions de CO2 lors des transports d'échantillons, ainsi que pour favoriser les économies d'énergie en général.

10.7 Traitement de données à caractère personnel

Mise en conformité avec la loi « informatiques et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016.

Pour l'application des présentes, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** », RGPD), **le responsable de traitement, est l'Agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy et le sous-traitant est le titulaire de chaque marché (lot) de l'accord cadre.**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les prestations suivantes :

- Les prélèvements et les analyses (in situ et en laboratoire) réalisés lors du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- Les prélèvements et les analyses (in situ et en laboratoire) réalisés lors du contrôle sanitaire des eaux de loisirs.

La nature des opérations réalisées sur les données ainsi que les finalités des traitements sont décrites au CCTP.

Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'acheteur public :

Le titulaire de chaque marché (lot) s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent accord cadre ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ARS de Guadeloupe.

Le Titulaire s'engage à ne communiquer aucune donnée personnelle transmise dans le cadre de la prestation en dehors des demandes effectuées par l'ARS de Guadeloupe, qui peut à tout moment demander et contrôler l'intégralité des données personnelles détenues dans le cadre de la prestation.

Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

L'acheteur dispose d'un délai de huit jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte de l'acheteur. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à l'acheteur, à l'adresse suivante :

ars971-dpd@ars.sante.fr

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Sans préjudice des dispositions du marché relatives aux signalements des incidents de sécurité, le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique à l'adresse suivante :

ars971-dpd@ars.sante.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur public, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le Titulaire aide l'acheteur à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le Titulaire aide l'acheteur public pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☐ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

Ou

☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Documentation et audit

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données nécessaires à la description du traitement de données à caractère personnel ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

10.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Dans le cadre du présent support, et s'agissant du secret des affaires, le titulaire de ce lot ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire de chaque lot encourt une pénalité forfaitaire détaillée à l'article 10.10 du présent document.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

10.9 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire de chaque lot est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

10.10 Clause de réexamen

En application des articles L.2194-1, 1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre comporte une clause de réexamen.

La présente clause n'est pas une clause de rendez-vous, en ce qu'elle n'a pas vocation à conduire les parties à renégocier les termes du contrat.

La présente clause prévoit l'évolution des conditions d'exécution de l'accord-cadre rendue nécessaire par les arrêtés du 30 décembre 2022, dont les dispositions entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2026.

En vue d'assurer la continuité de ses missions de service public, l'acheteur pourra exiger du titulaire la modification du périmètre et/ou des prestations prévues initialement.

Cette modification interviendra dans les conditions suivantes :

Le titulaire s'engage à réaliser à partir du 1er janvier 2026 les prestations conformément aux dispositions de :

- L'ordonnance n°2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et conditionnées ;
- L'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution ;
- L'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2013 relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette

publique.

Les prestations attendues à partir de cette même date se réaliseront selon les prix indiqués par le titulaire au moment de la signature du marché dans le bordereau des prix unitaires du lot dédié.

Les évolutions concerneront notamment le programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du Code de la santé publique.

A compter du 1^{er} janvier 2026, l'acheteur se réserve le droit de modifier le programme de contrôle sanitaire et la fréquence des prélèvements et analyses afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2022 précité.

Les prestations attendues à partir du 1^{er} janvier 2026 ont été intégrées dans l'offre initiale du titulaire et sont réputées acceptées dès la signature du marché.

En outre, la mise en œuvre de la clause de réexamen fera l'objet d'une décision écrite de l'acheteur sous la forme d'un avenant contractualisant les modifications/évolutions apportées.

La présente clause n'a pas vocation à permettre la commande de prestations supplémentaires.

Toutefois, le BPU pourra être complété en cours d'exécution du marché afin d'intégrer des prestations nouvelles imposées par les dispositions législatives ou réglementaires, sous réserve que ces modifications ne bouleversent pas l'économie du marché.

10.11 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont plafonnées à 20 % du montant de chaque lot.

Les sommes dues par le titulaire en cas d'application des pénalités seront recouvrées par l'agent comptable de l'ARS de Guadeloupe en charge du marché concerné. En effet, l'application des sanctions en cas de manquement du titulaire aux obligations contractuelles incombe au pouvoir adjudicateur et non au responsable de la production ou de la distribution d'eau ou à l'exploitant.

10.11.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Libellé	Motif du manquement	Critères d'appréciation	Pénalités en euros HT
En cas de manquement du personnel du titulaire	Tout comportement ou manière de servir des agents préleveur qui nuit à l'image de l'ARS de Guadeloupe	Au 1 ^{er} constat	300€ par agent préleveur concerné et par constat
Non information par le titulaire de toute modification en cours de l'accord cadre de la portée de son agrément ou de celui de ses cotraitants ou sous-traitants	Agrément du laboratoire	Absence d'information de l'acheteur	1 000€ par manquement
Gestion du matériel de prélèvement et flaconnage pour réalisation de prélèvements par un tiers	Non mise à disposition des moyens nécessaires	Dès le 1 ^{er} incident constaté	200€ par jour de rupture de stock
Types d'analyses	Non-respect des types d'analyses	Dès le 1 ^{er} incident constaté	500€ par prélèvement non réalisé ou analyse incomplète
En cas de retard dans le délai de mise en œuvre des analyses et contenu des analyses et dans la transmission des résultats	Non-respect des délais	Dès le 1 ^{er} incident constaté	Pénalité forfaitaire de 100€ par retard imputable au titulaire
Absence ou retard de transmission du récapitulatif mensuel des facturations (cf art 11-4-3 du CCAP)	Les pénalités sur le récapitulatif mensuel sont cumulatives	s/o	Pénalité forfaitaire de 100€ par manquement
Enregistrement des échantillons et traçabilité – Pénalité pour manquement aux obligations des articles 18 et 19 du CCTP)	A la demande de l'ARS de Guadeloupe, le titulaire doit être en mesure d'apporter le détail sur les enregistrements des échantillons et traçabilité	Au 1 ^{er} constat	Pénalité forfaitaire de 500€ par constat
Absence d'information du pouvoir adjudicateur sur une non-conformité (limite de qualité ou valeur de gestion précisée	Manquement caractérisé (non-transmission de l'alerte après validation des résultats par le laboratoire)	Au 1 ^{er} constat	Pénalité forfaitaire de 500€ par constat

par l'ARS de Guadeloupe)			
Non-respect du programme annuel de prélèvements (oubli d'un PLV, point de surveillance non respecté, recontrôle non-réalisé...) ou de ses règles d'exécution	Par prélèvement non réalisé conformément au bon de commande de l'ARS de Guadeloupe (sauf si justifié : conditions climatiques, accès...)	s/o	200 euros par prélèvement
	Défaut d'information de l'ARS de Guadeloupe en cas de difficultés lors des prélèvements ou lors des analyses (casses/pertes de flacons, panne d'analyseur...)	s/o	200 euros par prélèvements
Violation de l'obligation de non-divulguer des données et informations couvertes par le secret des affaires	En cas de violation de cette obligation	Au 1 ^{er} constat	Pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires ou de la confidentialité, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord cadre à ses torts

10.11.2 Pénalités liées aux obligations administratives

10.11.2.1 Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail

En cas de retard de production des documents, il sera appliqué une pénalité de 100€ par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord-cadre.

10.11.2.2 Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévues aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail

En cas de retard de production du document, il sera procédé à une pénalité de 50€ par jour ouvré jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation de l'accord-cadre.

10.11.2.3 Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission d'informations relatives à la société du titulaire

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations à l'acheteur dans les

quinze (15) jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 40€ par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord-cadre.

10.11.3 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R.8222-3 du Code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante, dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 100€ par jour ouvré de retard, dans le respect des conditions de l'article L.8222-6 du Code du travail.

10.11.4 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

En cas de retard dans la communication de l'état mensuel de consommation du présent accord cadre, il est appliqué une pénalité égale à 100 euros TTC par jour de retard pour la communication du rapport.

10.11.5 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation au CCAG FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

Article 11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires de chaque lot figurent dans les bordereaux de prix unitaires annexés aux actes d'engagements de l'accord-cadre.

Les prix de prélèvement sont réputés comprendre : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, les droits de propriété intellectuelle, les matériels, ainsi que tous les frais afférents aux prélèvements, analyses de terrains, aux flaconnages, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport, aux frais de déplacement, quel que soit le lieu de prélèvement, à la prise en charge des échantillons et à la transmission informatique des données.

Le coût lié à l'acte de prélèvement, au déplacement et à la réception des échantillons devra être unique pour chaque lot.

Les prix d'analyse sont réputés comprendre : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, les droits de propriété intellectuelle, les matériels, ainsi que tous les frais afférents aux analyses de laboratoire, aux mesures de terrain, au flaconnage, la prise en charge des échantillons, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à la transmission informatique et postale des données.

Les prix de prélèvement et d'analyse comprennent la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS.

Ainsi, il ne peut être facturé aux entités qui supportent la charge du coût du contrôle sanitaire aucun frais supplémentaire que ce soit en quantité et/ou en valeur.

11.2 Prix de référence des marchés (3 lots)

Les prix de référence de chaque marché sont les prix unitaires HT qui figurent dans les bordereaux des prix unitaires de chaque lot.

La combinaison de plusieurs types d'analyse simultanés sur un même point de surveillance n'entraîne la facturation que d'un seul prélèvement.

11.3 Variation des prix

Les prix des prestations faisant l'objet de chaque lot sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est dénommé M0.

Les prix du marché sont fermes la première année d'exécution du marché. Ils sont ensuite révisables à la demande du titulaire, à chaque date anniversaire de la notification de chaque lot de l'accord cadre

Les prix des prélèvements et des analyses sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \left[0,15 + 0,55 \frac{S}{S_0} + 0,30 \frac{FSD3}{FSD3_0} \right]$$

P = prix de la prestation révisée,

P₀ = prix de la prestation au mois M0,

S = indice Syntec connu le 1^{er} jour ouvrable à la date de révision du marché,

S₀ = indice Syntec en vigueur au mois M0,

FSD 3 = dernier indice "frais et services divers" connu le 1^{er} jour ouvrable à la date de révision du marché,

FSD 3₀ = dernier indice "frais et services divers" connu en vigueur au mois M0 et lors de la révision de prix

info : L'indice pris en compte est celui utilisé lors de la révision précédente (indice de base) et le dernier indice publié lors du mois précédant la mise en œuvre de la révision.

Les indices SYNTEC sont publiés par la Fédération SYNTEC - 3, rue Léon Bonnat 75016 PARIS.

Les valeurs des indices sont publiées par l'INSEE ou au Journal Officiel de la République Française.

Le coefficient de révision sera arrêté à 3 chiffres après la virgule.

Clause de sauvegarde :

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 5% d'une période à l'autre, l'accord-cadre pourra être résilié par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

11.4 Modalités financières

11.4.1 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

Les comptables assignataires compétents sont ceux rattachés aux personnes chargées de la distribution de l'eau, ou les exploitants en lieu et place de l'acheteur, en application des articles L.1321-5, L.1332-6, L.1332-9 et L.1322-13 du Code de la Santé Publique.

Ainsi, l'acheteur n'est pas chargé du règlement des dépenses liées au présent marché.

Le laboratoire agréé, titulaire d'un ou de plusieurs lots de l'accord cadre, est chargé de recouvrer les sommes relatives aux prélèvements et analyses du contrôle sanitaire des eaux auprès de la personne publique ou privée responsable de la production ou de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine, de la personne publique ou privée responsable d'une baignade ou encore de la personne publique ou privée responsable d'une piscine.

11.4.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.4.3 Modalités de règlement et de facturation

Il est dérogé à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le présent accord cadre présente une spécificité en terme de règlement des comptes en raison des dispositions du Code de la santé publique.

Aux termes de l'article L.1321-5 :

« Le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, qui relève de la compétence de l'Etat, comprend notamment des prélèvements et des analyses d'eau réalisés par l'agence régionale de santé ou un laboratoire agréé par le directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, à l'exception des analyses de radioactivité qui sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé. Un laboratoire établi dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen peut réaliser ces prélèvements et analyses, s'il justifie de moyens, de qualité de pratiques et de méthodes de contrôle équivalents, vérifiés par le directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Le laboratoire est choisi par le directeur général de l'agence régionale de la santé. Ces analyses sont effectuées soit dans le cadre du programme de contrôle mentionné au c du 1° de l'article L. 1431-2, soit à la demande du représentant de l'Etat dans le département, soit à l'initiative du directeur général de l'agence régionale de santé.

Le directeur général de l'agence régionale de santé est chargé de l'organisation du contrôle sanitaire des eaux. Il passe à cet effet, avec un ou des laboratoires répondant aux conditions du premier alinéa, le marché nécessaire. Il est le pouvoir adjudicateur du marché.

Le titulaire de chaque marché (lot), est chargé de recouvrer les sommes relatives aux prélèvements et analyses du contrôle sanitaire des eaux auprès de la personne publique ou privée responsable de la production ou de la distribution d'eau ».

Aux termes de l'article L.1332-6 :

Les frais correspondants aux obligations de la personne responsable de l'eau de baignade prévues par l'article L. 1332-3 et au contrôle sanitaire dans les conditions définies à l'article L. 1321-5 sont à la charge de cette personne. »

Aux termes de l'article L.1332-9 :

« Les frais correspondants aux obligations de la personne responsable d'une piscine ou d'une baignade artificielle prévues au présent chapitre sont à la charge de cette personne. Les conditions relatives aux dépenses du contrôle sanitaire sont définies à l'article L. 1321-5. »

Aux termes de l'article L.1322-13 et R.1322-44-5 :

« Les frais des prélèvements et des analyses de la surveillance et du contrôle sanitaire de l'eau minérale naturelle prévus à la présente sous-section sont fixés selon les modalités mentionnées au second alinéa de l'article R. 1321-19. Ils sont à la charge de l'exploitant. »

Les modalités d'application des dispositions du présent chapitre, notamment celles relatives au contrôle de leur exécution, ainsi que les conditions dans lesquelles les dépenses afférentes au contrôle de la qualité de l'eau sont à la charge de l'exploitant dans les conditions définies à l'article L. 1321-5 sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Ainsi le comptable public de l'ARS de Guadeloupe n'est pas chargé du règlement des dépenses liées aux différents marchés (lots) de cet accord cadre. Le titulaire de chaque marché (lot) recouvre les sommes relatives aux prélèvements et analyses des eaux.

Le paiement se fait par les personnes précitées en lieu et place du comptable public par dérogation au décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (cf. section 2) et du Code de la Commande publique, en application des articles L.1321-5, L.1332-6, L.1332-9 et L.1322-13 du Code de la santé publique.

Dès lors il n'y aura ni avances, ni acomptes versés. Aucun exemplaire unique ou certificat de cessibilité constituant les pièces justificatives en cas de cession ou nantissement de créance ne seront délivrés par le comptable public.

En cas de groupement solidaire, la facturation des frais d'analyse et de prélèvement est assurée par le mandataire de ce groupement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les factures seront établies en un original et une copie (*) pour l'ARS de Guadeloupe, elles comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- les références bancaires telles qu'elles figurent sur l'acte d'engagement,
- les numéros du marché, du lot et du bon de commande,
- le détail de la prestation facturée,
- le taux de la T.V.A,
- les montants Hors taxes et Toutes taxes comprises,
- le type, le numéro et le nom de l'installation selon la codification SISE-eaux ou SISE-baignade,
- Le motif selon la codification SISE-eaux ou SISE-baignade
- Le type d'usage selon la codification SISE-eaux ou SISE-baignade»
- le type d'analyse,
- le numéro d'analyse du laboratoire,
- le code prélèvement dans SISE-eaux ou SISE-baignade,
- la date de prélèvement,
- le numéro et le nom du point de surveillance.

Ces factures rédigées en français devront être adressées mensuellement par le titulaire :

- à chaque personne responsable de la production ou de la distribution d'eau (PRPDE) pour les eaux destinées à la consommation humaine,
- ou à chaque exploitant de piscine, de baignade ou de baignade artificielle pour les eaux de loisirs.

La facturation est faite en application des prix indiqués dans les bordereaux des prix unitaires de chaque lot de l'accord cadre.

Le titulaire de chaque lot transmet mensuellement par mail à l'ARS de Guadeloupe, un relevé mensuel de facturation en adéquation avec le programme de prélèvements et d'analyses avec **une copie de chaque facture (*)**. **Les factures du mois M sont réputées être mises à disposition de l'acheteur avant la fin du mois M+2.**

Cet envoi s'effectue sur les adresses génériques de la BALF « achats », de la BALF « EDCH », pour le lot 1, et la BALF « EDL » pour les lots 2 et 3 qui seront communiquées au titulaire de chaque lot, à la notification de l'accord cadre.

11.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés s'effectuent via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE)
(<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

12.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 Sous-traitance

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation écrite préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

12.4 Propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

12.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.7 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général) :

- Après mise en demeure préalable dans les cas suivants :
 - o Non-remise tous les six (6) mois, à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, ou inexactitude des attestations requises à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail après mise en demeure de l'acheteur ;
 - o Non-réalisation dans les délais impartis d'une ou plusieurs des obligations contractuelles mentionnées aux documents contractuels ;
 - o Non-respect du RGPD ;
 - o En cas de perte ou de suspension partielle ou totale de l'agrément ;

- Non-remplacement de la personne nommément désignée ;
- En cas de non-respect des normes définies à l'article 10.10 du présent document ou aux spécifications techniques du CCTP ;

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3%.

12.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation, qui, par sa nature ne peut souffrir d'aucun retard ; ou en cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

12.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire peut appeler des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

12.9.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse

engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. *[Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].*

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12.9.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

12.10 Respects des principes de laïcité et de neutralité des services publics

Conformément à la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République, dite loi Séparatisme, publiée au JO le 25/08/2021, le titulaire de chaque lot de l'accord cadre devra respecter les principes d'égalité des usagers, de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire devra notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire de chaque lot devra également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations. À cet égard, le titulaire devra communiquer à l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy, chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations ou faire cesser les éventuels manquements constatés, l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy aura la possibilité de sanctionner le titulaire.

En fonction de la nature et de la gravité des faits, le représentant de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy décidera seul de la sanction applicable. Il pourra s'agir d'une simple mise garde, d'une décision exclusion temporaire ou définitive des personnes en cause ou bien enfin d'une résiliation du présent marché aux torts et frais du titulaire.

Le contrôle et le constat de l'infraction pourront être réalisés par tout moyen légal, par le représentant ou tout agent de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy.

Il est précisé que ces obligations et modalités de contrôle et de sanction s'appliquent également à l'ensemble des cotraitants en cas de groupement d'entreprises.

12.11 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

12.12 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Guadeloupe à Basse-Terre.

Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
ARTICLE 10-1-2 – REPRESENTATION DU TITULAIRE	ARTICLE 3-4-1
ARTICLE 10-2-2 – EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	ARTICLE 3-7-2
ARTICLE 10.2.5 – DELAIS D'EXECUTION	ARTICLE 13.3.2
ARTICLE 10.10.1 PENALITES DE RETARD	ARTICLE 14-1
ARTICLE 10-10-6 – SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES	ARTICLE 14-1-3
ARTICLE 11.4.3 – REGLEMENT ET FACTURATION	ARTICLE 11

Fait à Gourbeyre, le 24 AVR. 2025

Fait à Gourbeyre, le 24 AVR. 2025

Lu et accepté (Date, cachet, signature)

Lu et accepté (Date, cachet, signature)

Le Directeur Général de l'ARS de Guadeloupe
Saint Martin et Saint Barthelemy

Le candidat à l'accord-cadre


Laurent LEGENDART